

LA PRESSE FRANÇAISE FACE À CUBA, SES DIRIGEANTS ET INSTITUTIONS POLITIQUES EN FÉVRIER 2008 : DES INFORMATIONS ET DÉSINFORMATION ?

Janice Argailot

ABSTRACT

On the 19th February 2008, Fidel Castro announces to his compatriots through the press that he will not aspire to a new mandate. A few days later, Raúl Castro is elected as President of the State Council of the Republic of Cuba. The terms « mandate » and « republic » seem to go against the image that has been engraved in the French collective imaginary of the largest Caribbean island. The terms contrast with the “castroist dictatorship” and with the “transition” highlighted by the French metropolitan press. This article offers therefore an analysis of the perspective on Cuba, its political organization and Fidel Castro, in this period in the French press, with the purpose of highlighting prejudices largely spread in France about the Island, but also to understand how stereotypes can be engraved in the collective unconscious.

Keywords : Cuba, Castro, power, french press, stereotypes

RESUMEN

El 19 de febrero de 2008, Fidel Castro anuncia por vía de prensa a sus compatriotas su voluntad de no ambicionar un nuevo mandato. Unos días más tarde, Raúl Castro es electo Presidente del Consejo de Estado de la República de Cuba. Los términos “mandato” y “república” parecen ir en contra de la imagen que se imprimió en el imaginario colectivo francés de la mayor isla del Caribe. Se oponen así a la “dictadura castrista” y a la “transición” puestas de realce por la prensa metropolitana francesa. Este artículo propone un análisis del tratamiento de Cuba, de su organización política y de Fidel Castro en ese período en la prensa hexagonal, con la meta de poner de relieve algunos prejuicios ampliamente difundidos en Francia en cuanto a la Isla, pero también de entender cómo los estereotipos pueden imprimirse en el imaginario colectivo.

Palabras clave : Cuba, Castro, poder, prensa francesa, estereotipos

RÉSUMÉ

Le 19 février 2008, Fidel Castro annonce par voie de presse à ses compatriotes sa volonté de ne pas briguer un nouveau mandat. Quelques jours plus tard, Raúl Castro est élu Président du Conseil d'État de la République de Cuba. Les termes « mandat » et « république » semblent aller à l'encontre de l'image qui s'est imprimée dans l'imaginaire collectif français de la plus grande île de la Caraïbe. Ils s'opposent ainsi à la « dictature castriste » et à la « transition » mises en avant par la presse métropolitaine française. Cet article se propose d'analyser le traitement qui fut fait de Cuba, de son organisation politique et de Fidel Castro au cours de cette période dans la presse hexagonale, dans le but de mettre en avant certains préjugés largement diffusés en France quant à l'Île, mais également de comprendre comment les stéréotypes peuvent faire tache d'huile dans l'imaginaire collectif.

Mots-clés : Cuba, Castro, pouvoir, presse française, stéréotypes

Reçu : 19 janvier 2011 Révision reçue : 20 août 2012 Accepté : 23 août 2012

Le 19 février 2008, Fidel Castro annonce par voie de presse à ses compatriotes sa volonté de ne pas briguer un nouveau mandat¹. Quelques jours plus tard, Raúl Castro est élu Président du Conseil d'État de la République de Cuba. Ces termes peuvent interpeller lorsque l'on parle du *Comandante* et de la plus grande Île de la Caraïbe, puisque nous la pensons généralement d'une toute autre manière. D'ailleurs, les informations transmises en France à cette occasion, notamment dans certaines publications de la presse nationale – choisies pour leur large diffusion² – ont démontré que Cuba reste un mystère pour le monde.

Nous aimerions ainsi aborder le traitement qui fut fait de Cuba, de Fidel et Raúl Castro à cette période dans la presse hexagonale, et le soumettre à analyse afin de comprendre quels préjugés peuvent entraver nos relations à l'Île. Pour ce faire, nous montrerons que le terme « Révolution » employé par la presse française semble être polysémique, et est déjà idéologiquement connoté. Par suite, nous étudierons la façon dont ont été présentés Fidel et Raúl Castro, ainsi que les institutions qui les entourent. Les non-dits sont finalement éloquentes, ce qui explique que dans le même temps, nous nous interrogerons sur l'éventuel décalage entre la représentation que nous, Français, pouvons nous faire de Cuba, et la façon dont les Cubains vivent leur Révolution.

I. La Cuba actuelle et la révolution : Du combat en armes au système politique

La presse nationale française ne s'est pas privée d'utiliser des mots plus que connotés à l'occasion de l'élection de Raúl Castro, présentant tout d'abord Cuba comme un « goulag tropical » (Gélie 2008:7). Cette référence au système en vigueur en ex-URSS démontre en premier lieu que Cuba est perçue comme une prison totalitaire, d'où personne ne s'échappe –bien que l'on nous parle paradoxalement dans le même temps des nombreux exilés ([s.a. (f)] 2008:2). Cette image de « goulag tropical » est caractéristique non seulement de la presse, mais également et plus largement de la littérature occidentale, qui contribue à imprimer une image spécifique de l'Île dans l'inconscient des lecteurs :

Dans cette paralittérature à haute teneur idéologique qui véhicule mécaniquement la *doxa* politique des États-Unis, Cuba est présentée comme un goulag tropical et la révolution comme « *el gran pánico* » [...]. Le lecteur occidental des années 1990 qui évolue dans une réalité socioculturelle régie par la « pensée unique », [...] applique malgré lui la grille de lecture diffusée par les médias occidentaux et qui préexiste au texte. (Terramorsi 1997:157)

Dans un second temps, le goulag semble évoquer la mise en pratique de l'idéologie communiste en ex-URSS. Or, il faut prendre en considération l'origine « autochtone » (Castro et Rebollar 1991:22) de la Révolution cubaine, car si Cuba a effectivement parfois « copié »³ certains pays du camp socialiste, elle n'a nullement reproduit fidèlement un processus en cours dans un autre pays.

En outre, comme le précise le premier Article du Chapitre I de la Constitution cubaine de 1976 (*Constitución de la República de Cuba* 1976:13), l'État cubain est un État socialiste, et non communiste... De ce fait, même si les mots « socialisme » et « communisme » semblent bien souvent employés sans distinction dans nos journaux, il faut souligner que les attaques contre le « communisme cubain » sont en réalité dirigées vers le Parti communiste de Cuba. Ce dernier cristallise effectivement les tensions, semblant incarner le mal absolu, la dictature (puisqu'il est unique), et le pouvoir total d'un tout petit groupe d'individus. Rappelons ici que « le Parti communiste de Cuba, l'avant-garde marxiste-léniniste organisée de la classe ouvrière, est la force dirigeante suprême de la société et de l'État, qui organise les efforts en vue d'atteindre les objectifs de la construction du socialisme et le progrès vers une société communiste » (Owono 2010:489). C'est bien cette évolution, cette ultime échelon que souhaite atteindre la Révolution qui est l'objet des critiques du monde occidental.

Notons également le mot « tropical », qui induit une vision particulière de l'Île, vision conférant au stéréotype bien que traduisant une réalité géographique et climatique, et dont souffrent certains Cubains qui souhaiteraient que le monde ne voit plus seulement en Cuba un lieu de repos idyllique⁴.

Enfin concernant ce point, la presse française oublie de se faire l'écho de l'avis de nombreux spécialistes :

Maurice Lemoine précise la spécificité de Cuba qui en fait inexorablement une île des Caraïbes tout à fait singulière et difficilement comparable aux autres espaces –insulaires ou non– de la région : « Cuba, nous le répétons, n'a rien d'un paradis socialiste. Mais Cuba n'est pas l'île du Diable. Pour avoir mené nos pas, depuis plus de quinze ans, dans les contrées les plus miséreuses d'Amérique latine, [...] nous osons affirmer que le goulag tropical existe effectivement : dans les latifundias du Brésil, les hauts-plateaux guatémaltèques, la purulence immonde des favelas de Caracas, l'agonisante Haïti. Mais pas à Cuba. (Michel 1998:284)

Le peuple cubain serait en outre en proie à la faim (Tardrew 2008:9) à en croire certaines publications. Le rationnement fait en effet partie du quotidien des habitants de l'Île, mais il faut noter qu'un même journal affirmant que les Cubains sont affamés peut faire témoigner l'un des intéressés quelques jours plus tard sur le sujet, et que l'image donnée est alors tout autre : « Nous sommes peut-être pauvres, mais nous ne mourrons pas de faim » (Monin 2008a:8). On voit apparaître des contradictions qui sont à la fois le reflet et la base de la vision stéréotypée dont souffre Cuba en France.

Il faut noter que l'embargo est le grand absent des articles étudiés, alors qu'il conditionne la vie quotidienne des Cubains, et explique en très grande partie les pénuries subies par le pays : « [...] étouffé par un blocus américain vieux de quarante ans et récemment renforcé, Cuba vit en état de crise totale. Depuis août 1990, les économies d'énergie ont entraîné le rationnement des carburants, des coupures de courant allant jusqu'à vingt heures par jour, la pénurie de tous les biens de consommation, y compris la nourriture et les médicaments » (Galloy et Hayt 2005:171). On estime ainsi que depuis le début du blocus-embargo, Cuba a connu un manque à gagner de quatre-vingt seize milliards de dollars états-uniens (Valencia Fuentes Mwelu 2009:218).

D'autre part, notons le terme « castrisme » (Gérard 2008:3), des plus problématiques. Ce mot revient sans cesse, se convertissant en une sorte de poncif, et est même plus employé que le terme « Révolution », qui n'est plus la Révolution cubaine, c'est-à-dire des Cubains, mais bien celle de Fidel Castro et de son cercle. Ainsi peut-on lire : « La révolution cubaine peut encore s'appeler castriste » (Landal

2008e:10). Or, cette Révolution ne s'est pas faite avec un seul homme, que ce soit dans ses préparatifs, durant la lutte armée ni même par la suite : « Le cours emprunté par la Révolution cubaine, bien qu'il doive énormément à l'exceptionnelle personnalité de Fidel Castro, a été à toutes les étapes imprimé et ratifié par une très large majorité du peuple cubain. Ce n'est pas la révolution castriste, ni guévariste non plus » (Estrade 2007:8-9).

Le système politique cubain et ses rouages ne sont cependant que peu évoqués, et lorsqu'ils le sont, on les résume encore et toujours, de manière peu élogieuse, à Fidel Castro. Ainsi, des phrases telles que « Le Conseil d'État, [...] principal organe du pouvoir castriste » (Paranagua 2008a:6), semblent prouver que le système cubain est entièrement miné, et qu'il n'est surtout qu'une façade couvrant les agissements de Fidel Castro et de ses proches. De la sorte, le « castrisme », d'abord utilisé « au niveau international pour se référer à un mode de prise de pouvoir par la lutte armée », a ensuite été « employé pour se référer à la conduite interne de la révolution cubaine [...] » (Delmas 2006:13), ce qui démontre que la vision européenne fait abstraction de toutes les institutions de l'Île pour ne retenir que le nom de Fidel Castro.

En conséquence, il faut souligner que si la Révolution, en tant que système politique, semble s'être corrompue pour la presse française, la guérilla révolutionnaire ne souffre quant à elle que d'un concert de louanges. Le terme « Révolution » est bien pluriel pour les journalistes, et n'induit pas les mêmes commentaires selon qu'il est employé par la presse hexagonale pour parler de la période de lutte en armes des troupes révolutionnaires contre l'armée régulière d'alors (1956-1959), ou de la période postérieure à cette même lutte et de la construction d'un mode de gouvernement. Pour les Cubains interrogés, la Révolution est un tout, et ne se divise pas, la construction d'un État socialiste n'étant que la continuité de la guérilla⁵, elle-même héritière de plus de cent années de lutte pour l'indépendance du pays.

De surcroît, notons que très peu d'articles retranscrivent la citation complète de Fidel Castro lors de l'annonce faite en vue de ne pas briguer d'autres mandats, comme le soulignent certains journaux eux-mêmes (Tardrew 2008:9), mais que dans le même temps, cette annonce a ouvert la voie à une certaine nostalgie et à l'évocation d'un temps où la Révolution avait un sens : ainsi, avec Fidel Castro, « C'est une légende qui fait naufrage » (Joffrin 2008:2). Cette « légende » inscrite dans la mythologie universelle semble avoir versé dans la mystification au fur et à mesure du temps dans de nombreux articles, et on lui reproche principalement d'avoir trahi ses idéaux, ses principes

et les aspirations des peuples, non seulement sur l'Île mais aussi à une échelle mondiale (Tardrew 2008:9). C'est donc l'image d'une Révolution non plus cubaine, mais extraterritoriale qui apparaît ici, puisque la presse française tend à la convertir en parangon de la lutte de tous les peuples opprimés. Apparaît alors une dichotomie constante dans les articles concernant Cuba : tout en s'opposant au « régime », de nombreux journalistes encensent les réalisations de la Révolution, et paraissent même vouloir les ériger en exemples.

C'est avant tout le romantisme de l'image du guérillero qui transparaît ici. D'ailleurs, la nécessité de la Révolution cubaine dans ce moment d'Histoire n'est pas niée, et semble parfois tout au contraire exaltée, ce qui peut paraître surprenant au vu des critiques qui lui sont adressées : « Les guérilleros sans peur des années 1950 portaient l'espoir des réprouvés. Le renversement héroïque du corrompu Batista par une poignée de Robin des jungles avait ouvert une brèche dans le vieux monde » (Joffrin 2008:2). Bien entendu, cette vision idyllique et cette transposition d'un mythe tout à fait européen à la réalité latino-américaine et plus spécifiquement cubaine montrent que le prisme de notre vision nous empêche sans doute de voir clairement ce qu'est la Révolution, que l'on accuse de tous les maux et que l'on crédite – timidement – en parallèle de certains succès : qualité et accès aux soins et à l'éducation (Joffrin 2008:2), combat contre les discriminations sexuelles et raciales (Duraud 2008a:2).

D'autre part, la presse française oublie ici que les « guérilleros » ne furent pas les seuls à lutter durant la guérilla révolutionnaire. De nombreux étudiants, paysans et ouvriers étaient certes venus grossir les rangs des révolutionnaires en armes, mais la lutte urbaine fut tout aussi importante : « [...] la guérilla ne pouvait vaincre sans l'action permanente du Mouvement dans les villes : on rechercha donc l'articulation entre « la Sierra » et « el Llano » [...], c'est-à-dire la guérilla et la lutte clandestine des villes » (Lamore 2007:38), dont Frank País demeure le symbole.

L'Histoire cubaine est donc largement tronquée, et mêmes les références à Fulgencio Batista sont fort succinctes. Pourtant, il faut rappeler que « sous Batista, La Havane devint une capitale du vice, du gangstérisme et de la prostitution » caractérisée par une « corruption à grande échelle » (Lamore 2007:32). En 1953, dans les campagnes, « 9% des habitations (les *bohíos*) avaient l'électricité, 2% disposaient d'une adduction d'eau, 85% n'avaient aucune installation sanitaire » (Lamore 2007:38-39).

Ainsi, Cuba apparaît comme une prison délabrée, mais aussi comme le pays qui ne pouvait faire autrement que de faire sa Révolution, qui n'est plus sienne mais celle de Fidel Castro.

II. Fidel Castro : Du romantisme au totalitarisme

En effet, dans les périodiques français, l'Histoire de Cuba et du processus révolutionnaire est totalement et uniquement axée sur Fidel Castro. Ainsi, si nous avons évoqué jusqu'ici la Révolution en tant que système politique et fait historique, nous nous concentrerons à présent sur l'analyse de l'importance donnée à Fidel Castro dans la Révolution en marche.

À l'exception de grands noms tels celui du Che ([s.a. (f)] 2008:2), peu sont cités outre celui du *Comandante*. Et puisque Fidel Castro se trouve au centre de tout, étant « le patriarche immobile » (Joffrin 2008:2) – expression qui traduit bien sa permanence à la tête de l'État mais aussi un certain paternalisme – et que la Révolution s'est perdue, cela ne peut-être que la faute de ce dernier, bien qu'on lui accordât parfois des circonstances atténuantes : « Las ! La réaction paranoïaque des États-Unis allait rejeter les *barbudos* – qui penchaient déjà de ce côté-là – dans les bras de l'URSS. Et comme toujours, les staliniens, seraient-ils fumeurs de cigares, allaient trahir la révolution. [...] Et comme partout l'écart entre le rêve communiste et la réalité serait comblé par la répression » (Joffrin 2008:2). Quelle que soit la tendance politique des journaux étudiés, Fidel Castro et ses actions ne sont évoqués qu'en contrepoint des agissements du voisin du Nord, et les relations entre Cuba et les États-Unis semblent se résumer à un « Castro vs. US » : « Après tant d'années de lutte face à la superpuissance américaine, le dirigeant historique de la révolution passe le témoin » ([s.a. (b)] 2008:1). Ceci ne permet bien évidemment pas d'approfondir la réflexion, et contribue encore à gommer des pans entiers de l'histoire cubaine.

De la même façon, le « régime » ([s.a. (f)] 2008:2) cubain paraît ne s'être construit qu'en relation aux deux puissances antagonistes de la guerre Froide, et l'on passe sous silence les liens de l'Île avec certains pays latino-américains, asiatiques ou africains – liens qui sont pourtant multiples – ainsi que les autres rapports de force qui ont un impact sur Cuba (au premier rang desquels se trouve la présence des anciennes puissances coloniales dans la Caraïbe). En outre, la Révolution cubaine n'est pas le simple fait de quelques « *barbudos* » en mal d'aventure. Au contraire, cette Révolution s'inscrit dans un processus d'émancipation et de recherche identitaire commun à tout le sous-continent latino-américain, et dans « la tradition nationale de l'histoire du peuple cubain » (Lamore 2007:37), personnifiée pour la Révolution par José Martí, qui n'est pourtant jamais cité dans les articles étudiés. L'on peut de surcroît souligner que le terme « régime » dénote en soi un jugement :

Dans le pays ennemi [...], n'est pas au pouvoir quelque gouvernement, mais un « régime ». Pourtant, le mot est tout à fait neutre et désigne, selon les dictionnaires, « l'organisation de l'État », comme dans un « régime monarchique », « régime parlementaire », « régime autocratique », etc. Mais à force d'utiliser le mot sélectivement – dans certains cas, et pas dans d'autres – on est arrivé à le piéger. Combien de fois n'avons-nous pas lu « le régime soviétique », et pourquoi ne lit-on jamais « le régime américain » ? Voici pourquoi : dans le premier cas, l'emploi du mot « régime » vise à diriger l'attention du lecteur sur *le mode d'organisation* d'un État assurément très différent du nôtre (qui, lui, est censé être supérieur à tous). (Freund 1991:157)

C'est donc bien le « choix » qu'aurait fait Fidel Castro de convertir son pays en satellite de l'URSS qui est critiqué. Cuba s'est pourtant positionné en fer de lance des « Non-alignés », même si sa collaboration avec l'Union Soviétique lui a constamment été reprochée. À titre d'exemple, lors du sixième sommet des pays Non-alignés, organisé à La Havane du 3 au 9 septembre 1979, Josip Tito et Mouammar Kadhafi accusèrent Cuba d'être un allié absolu de l'Union Soviétique, et de n'être par conséquent pas totalement indépendant.

Il convient de relever la pluie de qualificatifs divers et variés dont Fidel Castro est l'objet, car si ses actions en tant qu'homme politique sont bien souvent critiquées, bien que peu analysées, sa personnalité est, elle, décortiquée dans notre presse, qui le présente comme un être « à la fois opiniâtre et timide, drôle et dogmatique, voire de mauvaise foi, [...] charismatique, populaire, sans doute autoritaire » (Duraud 2008a:2). La « timidité » d'un homme que les articles présentent par ailleurs comme un grand orateur, ainsi que son sens de l'humour –qui s'oppose à l'image froide du « dictateur »– sont autant d'antithèses étonnantes.

L'expression la plus surprenante est sans conteste celle de « Líder máximo » ([s.a. (c)]. 2008:1), en ce sens qu'on nous la présente comme un surnom couramment usité par les Cubains, ce qui est absolument inexact. Les Cubains appellent Fidel Castro le plus souvent par son prénom, ou bien miment une barbe pour le désigner, symbole du personnage, ou utilisent encore le surnom de *Comandante*, comme le précisent certains périodiques (Tardrew 2008:9). Ce surnom apparaît principalement comme une preuve supposée de la tyrannie qu'imposerait Fidel Castro aux Cubains, et non comme un lien affectif entre un leader charismatique et son peuple.

Il est d'abord, dans les articles étudiés, « le maître d'œuvre » (Duraud 2008a:2) de la Révolution, dont il reste « Commandant en Chef » (Paranagua 2008a:6), avant d'en être « le démiurge » (Landal 2008a:2). Certains considèrent ainsi que Fidel Castro est

un architecte, un guide pour Cuba, et non un despote, aussi éclairé fût-il. Pour d'autres, la Révolution est une dictature, et Fidel Castro est donc un dictateur, ayant simplement passé le témoin à l'un des membres de sa Cour, au terme « d'un demi-siècle de pouvoir sans partage » (Tardrew 2008:9). En France comme dans d'autres pays européens, le qualificatif « dictateur » a d'ailleurs fait couler beaucoup d'encre. D'aucuns ont effectivement souligné les élections régulières qui ont lieu dans l'Île, ainsi que l'obligation des élus de rendre périodiquement des comptes à l'ensemble des citoyens – sous peine d'être déchus de leurs fonctions (Valencia Fuentes Mwelu 2009:217) – comme des preuves de démocratie.

En résumé, Fidel Castro nous est présenté tout à la fois comme un dictateur sanguinaire et une sorte de messie. Bien entendu, ce fait tient aux tendances politiques des journaux qui se reflètent dans le ton de leurs articles, et la presse est en cela intéressante qu'elle permet de comprendre quelles sont les idées d'une société dans le même temps qu'elle les diffuse.

Fidel Castro est encore un « anachronisme vivant » (Rousselin 2008:15) qui « incarne à la fois les ravages du communisme et la mystification d'un tiers-mondisme dévoyé » (Rousselin 2008:15) pour certains, c'est-à-dire le symbole d'idées et d'idéaux disparus car par trop utopiques. Il est de la sorte « le dernier dinosaure du socialisme [...], de la race des pères fondateurs » (Gérard 2008:4), le « dernier survivant de la guerre froide » (Tardrew 2008:9). Ces qualificatifs ne se font plus seulement écho de sa longévité, mais le présentent aussi comme un effet passé de mode et comme le représentant de tout ce que l'on peut trouver d'obsolète en ce monde. Il faut alors se demander qui décide qu'une « mode politique » n'est plus d'actualité.

Presque paradoxalement, on semble reprocher son retrait à Fidel Castro, qui « jette l'éponge » (Tardrew 2008:9) selon quelques journalistes, ou qui « capitule devant la maladie » (Tardrew 2008:9) pour d'autres, terme frappant, puisque c'est bien à nouveau l'image du soldat qui est écorchée. Cependant, il convient de noter la reconnaissance de son « étonnante et inépuisable énergie » (Gérard 2008:4), bien qu'on lie ce point plutôt positif à sa façon de gouverner : sa vitalité ne lui sert ainsi qu'à « diriger Cuba d'une poigne de fer » (Gérard 2008:4) pour un certain nombre de journalistes. Parallèlement, Fidel Castro est aussi dépeint comme un « vieil homme diminué par la maladie » (Gérard 2008:4), comme un « fantôme » (Gérard 2008:4) dont les rares apparitions à la télévision ne font que confirmer un état de décrépitude supposée.

Ainsi s'opposent deux images de Fidel Castro : celle du « combattant flamboyant » (Gérard 2008:4) et héroïque plein de vitalité

et celle du dictateur abîmé par tant d'années de pouvoir absolu. En somme, ce qui semble être le double visage de Fidel Castro pourrait en réalité refléter la confusion qui règne quant à son image et sa personnalité dans l'esprit français.

D'ailleurs, Fidel Castro serait « à la retraite » (Joffrin 2008:2) à en croire quelques périodiques, alors que pour d'autres journaux il « n'a pas renoncé à la direction du PCC⁶, dont le rôle dirigeant, inscrit dans la Constitution, le place au dessus de l'État et de la société » (Paranagua 2008b:4), et que par ailleurs, il « reste conseiller spécial à la Défense et aux Affaires sociales » (Monin 2008b:10). Selon les sources, Fidel Castro entre totalement dans l'obscurité, ou bien n'y reste caché que pour mieux diriger le pays. De la sorte, « l'ombre du vieux guérillero marxiste risque de planer encore longtemps sur Cuba » (Monin 2008a:8). L'importance de Fidel Castro dans l'Histoire cubaine ne saurait être niée, et il est exact de dire qu'il demeure une référence pour de nombreux cubains. Néanmoins, le peu de clarté des articles étudiés quant au(x) pouvoir(s) conservé(s) par Fidel Castro n'aide pas le lecteur à comprendre le processus politique en cours. Le « *Comandante* » s'est lui-même senti obligé de clarifier la situation par la suite, à travers une de ces « réflexions » intitulée « *Los zapaticos me aprietan* », et dans laquelle il précisait que le fait de renoncer à une charge du fait de ses problèmes de santé entraînait l'abandon de l'ensemble de ses postes : « *Renuncié sin vacilación a todos mis cargos estatales y políticos, incluso al de Primer Secretario del Partido, cuando enfermé y nunca intenté ejercerlos después de la Proclama del 31 de julio de 2006, ni cuando recuperé parcialmente mi salud más de un año después, aunque todos continuaban titulándome afectuosamente de esa forma* »⁷.

En outre, le Parti communiste cubain semble ici être « au-dessus » de la société, alors que, comme précisé plus haut, il est décrit par de nombreux observateurs et dans tous les textes officiels comme son « avant-garde ».

Il faut reconnaître que les critiques faites à Fidel Castro visent quelquefois ce qu'il incarne, et que l'on ne cherche pas toujours à savoir quel est son rôle exact, dans la mesure où l'on part du principe que l'idéologie dont il est le symbole conduit forcément à la dictature : « Dans un régime communiste, le poste exact tenu par le grand timonier n'a pas grande importance » (Rousselin 2008:15). La référence à Mao Zedong peut paraître incongrue, et ceci d'autant plus lorsque l'on sait que les obédiences communistes chinoise et cubaine étaient bien différentes.

De plus, les Cubains semblent fatigués par leur mode de gouvernement (Landal 2008a:2) à en croire la presse française, certains

articles faisant ressortir ce qui semble être une lassitude : bien qu'attachés à son leader, le peuple aurait ainsi des envies de changements profonds, sans toutefois s'attendre à autre chose qu'à la continuité (Landal 2008b:8). Nous sommes donc à nouveau face à une « double (re)présentation » de Cuba et de son mode de gouvernement, puisque « À La Havane, [...] on pleure le départ du dictateur adoré. Sans oser espérer, encore, un nouvel avenir » (Tardrew 2008:9). On a l'impression ici que les Cubains pardonnent tout à « leur » dictateur, et qu'il s'est construit entre eux et Fidel Castro une relation d'amour haineux. Le paradoxe s'insinue partout, puisque les habitants de l'Île redouteraient mais ne verraient d'autre issue que la « continuité », tout en regrettant celui qu'on nous présente comme le symbole du passé et du monolithisme.

Le lecteur ne peut qu'être confus à la lecture des articles étudiés, et ceci est d'autant plus vrai que nombre de « dissidents » ([s.a. (a)] 2008:15) sont interrogés par la presse française, et que ces derniers, à l'instar de Jacobo Machover, présenté comme un « dissident cubain exilé en France » (Fanucchi 2008:9), ne voient l'avenir de Cuba qu'en noir. Le terme « dissident » évoque la contestation, et en conséquence le désaveu de toute une partie de la population pour la politique révolutionnaire cubaine. Il est intéressant de noter ici que ce qu'on appellera « opposition » dans un pays sera bien qualifiée de « dissidence » dans l'autre, marquant une rupture entre ce que l'on considère être un État démocratique et un système autocratique.

En parallèle, il convient de préciser que les thuriféraires de la Révolution semblent aussi nombreux que ses détracteurs, y compris sur le sol cubain : « J'avais 11 ans au moment de la révolution et je ne savais ni lire ni écrire, se souvient un chauffeur de taxi. Grâce à Fidel, j'ai pu étudier. Mes 4 enfants sont professeurs et avocats » (Monin 2008a:8). C'est donc la reconnaissance de la politique menée par Fidel Castro qui est mise en avant ici, et ce dernier s'impose à nouveau comme unique figure de l'État. Une Cubaine résume les sentiments contradictoires de ses compatriotes : « Moi je ne veux pas d'un retour au système capitaliste. Je refuse tout autant que les États-Unis reviennent mettre le nez dans les affaires de notre pays [...]. Mais c'est une illusion de croire que nous sommes tous égaux » (Monin 2008b:10). Un certain désenchantement pointe donc, même si l'attachement aux acquis de la Révolution reste prégnant chez nombre de cubains.

Enfin, après avoir évoqué le parcours de Fidel Castro, sa personnalité, sa façon de diriger son pays, beaucoup de journaux insistent sur les changements possibles consécutifs à son « départ » (Chambrad et Ricard 2008:5), point qui pose question, puisque l'on est

en droit de s'interroger sur les « bénéfiques » d'une « transition » qui déboucherait sur une démocratie à l'occidentale : « *¿Qué cambios « democráticos » esperan en la isla ? ¿La privatización de la sanidad ? ¿La expropiación de los recursos nacionales para entregarlos al capital extranjero ? [...] »* (Valencia Fuentes Mwelu 2009:217).

III. Raúl Castro et les institutions : Un avenir au prisme d'une double vision

De la sorte, si « L'annonce de Fidel Castro met fin [...] à une carrière de coureur de fond exceptionnelle... » (Duraud 2008b:2), « l'après-Fidel » est également au centre de toutes les discussions (Paranagua 2008b:4), et de toutes les spéculations.

À ses côtés, les successeurs potentiels – qui feraient partie du « premier cercle du pouvoir » (Paranagua 2008c:4) – font pâle figure, puisque dépeints comme « opaques et sans charisme » (Landal 2008a:2). Peu d'informations filtrent cependant concernant lesdits successeurs, et bien peu de possibilités sont données. Un seul prénom revient sans cesse, le patronyme étant déjà connu de tous : il s'agit bien sûr de Raúl Castro. Ainsi donc, au premier rang des possibles remplaçants, et sous le feu des critiques : « Raúl Castro, le frère cadet détesté, craint ou méprisé » (Landal 2008b:8), lui aussi atteint par l'épidémie de dualité apparemment inhérente aux hommes politiques cubains :

Raúl Castro, 77 ans, surnommé le Líder mínimo, a passé la plus grande partie de sa vie dans l'ombre du frère. Communiste convaincu bien avant Fidel, il a été le chef incontesté de l'armée cubaine pendant 47 ans avant d'assurer l'intérim de la présidence. Personnage dur et austère qui, à l'époque, n'a jamais hésité à aider à la répression. Il incarne aujourd'hui l'image d'un réformateur prudent susceptible d'ouvrir le pays sur l'extérieur. (Gérard 2008:4)

L'image donnée de Raúl Castro est principalement celle d'un homme froid, rigide, d'une sorte de machine programmée par son frère aîné, par lequel on attend cependant qui des « changements », qui une « ouverture » – termes qui induisent un jugement du système politique cubain – position qui apparaît comme antinomique. Ainsi se côtoient les phrases « S'il est élu, il y a peu de chances qu'il révolutionne le pays » (Landal 2008c:8), et « Il s'est montré conscient de la nécessité d'introduire des changements » (Bourcier et Caroit 2008:4), ajoutant encore au trouble du lecteur.

Il faut relever que les comparaisons entre les deux frères sont légion, et ne sont absolument pas en faveur du cadet, auquel on accorde toutefois quelques succès, notamment en tant que dirigeant, puisqu'il « a étonné par sa capacité à diriger sans encombre » (Bourcier et Caroit

2008:4). Il n'égalé Fidel qu'en ce qui concerne son caractère « dogmatique et tyrannique » (Tardrew 2008:9), est l'éternel numéro deux, « l'héritier naturel » depuis un demi-siècle (Caroit 2008:4), un héritier qui semblerait presque gênant et qui ne possède aucune autre légitimité que celle conférée par son nom : « Jusqu'ici, Raúl Castro [...] a collectionné les titres de numéro 2 du régime cubain. À l'opposé de son frère, Raúl est effacé, souvent considéré plus pragmatique, « poil à gratter du régime », selon certains diplomates » (Duraud 2008c:16).

Si l'on prend la peine de s'attarder sur le terme « pragmatique », l'on se rend compte que la critique s'imisce partout, y compris de manière implicite :

Invariablement employé dans un sens laudatif, « pragmatique », au départ, signifie quelque chose comme « réaliste », « pratique », « efficace », « orienté vers la concrétisation »... En fait, tel qu'il est employé dans le langage courant d'aujourd'hui, « pragmatique » se définit plus explicitement par ses contraires : est « pragmatique » qui n'est *pas* théoricien, qui n'est pas un peu rêveur, idéaliste, mû par une idéologie ou retenu par des scrupules. [...] Pragmatique, en fait, est pris pour synonyme de « dénué de tout scrupule », « au ras des pâquerettes » et « intéressé ». (Freund 1991:154)

Fréquemment présenté comme la marionnette de Fidel Castro, Raúl Castro est surtout écrasé par le charme conférant parfois au mysticisme que l'on reconnaît à son frère : « Dépourvu du charisme et des dons oratoires de son aîné, Raúl Castro a pris soin de répéter que les réformes seraient graduelles » (Caroit 2008:4). Et la comparaison d'aller jusqu'à une certaine cruauté : « L'exécutant – à la poigne de fer – des ordres et des ennemis de Fidel a le charisme d'une huître » (Landal 2008e:10). Cette animalisation dévalorisante démontre clairement le peu de cas que l'on fait de Raúl Castro, qui n'aurait aucune autonomie et ne posséderait que bien peu de capacités intellectuelles. Elle remet également en cause sa légitimité et son aptitude à diriger le pays, puisqu'elle lui ôte tout leadership, toute autorité – alors que d'autres journaux saluent, répétons-le, son parcours « sans encombre ».

Il s'agit à nouveau d'une comparaison entre Fidel et Raúl Castro, quoique plus implicite, qui laisse à penser que les talents oratoires de Fidel faisaient de lui un bon dirigeant (ou un bon « tyran »). En creux, Raúl ne semble pas savoir s'exprimer en public, il ne paraît pas déclencher l'hystérie des foules, et ne peut en conséquence être perçu autrement que comme un simple d'esprit qui ne doit sa place qu'à son lien de parenté avec Fidel Castro.

Néanmoins, il faut signaler que Raúl Castro a pris une part active au mouvement révolutionnaire, et s'était engagé en politique bien

avant 1956. Dès 1953, un séjour dans différents pays du bloc communiste renforce ainsi ses convictions politiques, et la même année, il participe aux mouvements de protestation contre Fulgencio Batista, puis à l'assaut de la caserne Moncada. La presse occidentale elle-même l'avait d'ailleurs présenté comme plus « communiste » que son frère lors des premières années de la Révolution, le qualifiant de « révolutionnaire authentique » (Hasson 1983:441) – tandis que d'autres, déjà, le présentait comme le « dauphin » (Hasson 1983:441) – idée que Brian Latell⁸ a largement contribué à diffuser par la suite dans ses œuvres.

Il occupe qui plus est des postes importants depuis 1959, dans la mesure où il « contrôle les Forces Révolutionnaires Armées, [...] le pilier politique, et peut-être surtout économique, du régime » (Landal 2008c:8), a été l'initiateur des « marchés paysans », a conduit de nombreuses délégations cubaines lors de déplacements officiels à l'étranger, et il faut se demander ce que nous entendons de ce côté de l'Atlantique par « numéro 2 » – car c'est bien le manque de justification qui pose problème ici. Comme le souligne Danielle Bleitrach⁹ dans de nombreux articles publiés sur internet, Raúl Castro est loin d'être un inconnu pour les Cubains, qui lui accordent un tout autre crédit¹⁰.

On observe néanmoins que de la première page, les articles concernant l'élection de Raúl Castro passent au second plan au fur et à mesure du temps, ce qui démontre l'importance moindre accordée aux éventuels changements survenus à Cuba depuis lors. Cependant, Raúl Castro a engagé depuis son accession au pouvoir de nombreuses réformes : accès aux hôtels, à l'achat de DVD ou d'ordinateurs pour les Cubains (même si ces achats restent impossibles à réaliser matériellement pour nombre d'entre eux), élargissement de l'accès à internet, conditions de voyage des citoyens assouplies...

Par ailleurs, si les liens de parenté ont une importance extrême pour les journalistes français lorsqu'il s'agit de Fidel et Raúl, la fille de ce dernier, Mariela, n'apparaît presque jamais. Pourtant, sa lutte pour les droits des homosexuels et transsexuels à Cuba est mondialement saluée. Le combat qu'elle mène, héritage de sa mère Vilma Espín décédée en 2007, et surtout ses réalisations (telles que la résolution adoptée en 2008 par l'État cubain autorisant les chirurgies de changement de sexe, prises en charge financièrement par le système de santé) s'opposent d'ailleurs à l'image de pays verrouillé que l'on souhaite imposer à Cuba.

De surcroît, l'élection de Raúl Castro apparaît bien souvent dans la presse comme une mascarade, (« Le « Líder máximo » [ayant] préparé sa succession en confiant les rênes du pays à son frère Raúl »

(Landal 2008a:2), ou au mieux comme une passation de pouvoir digne de l'époque médiévale : « Raúl Castro a été adoubé [...] » (Landal 2008e:10). Ainsi, alors même que l'élection n'a pas eu lieu, l'on nous annonce en première page : « A 81 ans, le Líder máximo renonce au pouvoir au profit de son frère Raúl » ([s.a. (c)] 2008:1).

Bien que présentant le système politique cubain comme englué dans un monolithisme chronique, beaucoup de journalistes précisent les étapes (Landal 2008c:8) qui menèrent Raúl Castro aux hautes fonctions qu'il occupe aujourd'hui : « Le successeur de Fidel Castro (dont le siège est inoccupé depuis bientôt deux ans) sera désigné [...] par les 614 députés de la nouvelle Assemblée Nationale, à huis clos, comme le veut la tradition » ([s.a. (d)] 2008:2). Le mot « tradition » reflète une certaine idée du système politique cubain, et il convient de se demander pourquoi il a été préféré au terme « procédure ».

Postérieurement à son élection, force est de constater que certains articles soulignent que « Raúl Castro a succédé officiellement [...] à son frère Fidel à la tête de l'État cubain, élu par la nouvelle Assemblée pour un mandat de cinq ans, a annoncé le président du Parlement Alarcón [...] » (Landal 2008d:8). Ici, c'est le terme « élu » qui doit retenir notre attention, puisqu'il introduit une notion de démocratie que l'on ne trouvait pas jusqu'alors. Cependant, les réactions des politiques qui nous sont livrées montrent bien que Cuba reste un État totalitaire pour le monde. Celle de Barack Obama ne souffre pas de commentaire : « L'avenir de Cuba devrait être déterminé par le peuple cubain et non par un régime de succession antidémocratique » (Durand 2008a:3). En outre, « de nombreux pays occidentaux espèrent maintenant une démocratisation de Cuba » (Landal 2008a:2), à commencer par la France ([s.a. (e)] 2008:6). C'est bien une « démocratisation » à l'occidentale qui est attendue ici, et c'est précisément le fait de vouloir transposer un mode de gouvernement –qui a également fait preuve de ses limites– à d'autres latitudes qui interdit la vision objective quant à la plus grande île de la Caraïbe.

Conclusion

Pour conclure notre analyse, il nous faut dire que la vision que donne la presse française de Cuba est souvent double, voire duelle, ce qui empêche sans nul doute le lecteur de se faire une vision objective afin d'entamer un débat serein. En résumé, la Révolution serait une dictature, tenue d'une main de fer par Fidel Castro, ayant néanmoins permis l'amélioration des conditions de vie des Cubains. Fidel Castro serait un être aux multiples facettes, à la fois dictateur honni et « adoré ». Quant à Raúl Castro, il serait un idiot, n'ayant qu'un rôle mineur, alors

même qu'il dirige le pays.

Si l'on considère que « le stéréotype est une représentation simplifiée à l'extrême des autres et de soi-même » (Akoun et Ansart 1999:505), il faut admettre que, pour les non-initiés, la presse française en induit un certain nombre, et même un nombre certain concernant l'Île –qu'ils soient positifs ou tout au contraire négatifs– du fait notamment que l'on estime, sans doute à partir d'idées reçues, qu'un système de gouvernement est plus ou moins valable qu'un autre.

Il est peut-être fort dommage que Cuba nous paraisse si lointaine, dans tous les sens du terme, dans la mesure où l'intégration régionale Caraïbe s'avère de plus en plus nécessaire, et réclame sans doute la coopération de tous les pays européens –et parmi eux la France– y possédant encore des territoires.

Quoi qu'il en soit, Cuba reste une nébuleuse lorsqu'elle est envisagée au prisme d'un regard eurocentré, ce qui s'avère être une constante depuis 1959 : « Les événements de Cuba se situent sur un registre extrême propre à soulever les passions les plus contradictoires. Horreur et indignation pour les uns, admiration et enthousiasme pour les autres, nul ne saurait rester indifférent » (Hasson 1983:450). Il semble difficile de l'observer avec nos critères occidentaux, qui n'acceptent qu'une vision en noir et blanc, puisque l'Île et sa Révolution sont en réalité pleines de nuances.

Notes

- ¹ <http://www.cuba.cu/gobierno/discursos/2008/esp/f180208e.html>.
- ² D'après Jean-Pierre Charon, *La presse quotidienne*, Paris, La Découverte, 2005, p. 101, l'on peut résumer ainsi la diffusion des titres de la presse nationale choisis pour notre travail, en nombre d'exemplaires : *L'Humanité*, 47000 ; *Le Figaro*, 347200 ; *Le Monde*, 38000 ; *Libération*, 156200 ; *Le Parisien*, 504100.
- ³ Fidel Castro, Discours prononcé lors de la cérémonie du XXXVIII anniversaire de l'assaut de la Caserne Moncada, le 26 juillet 1991.
- ⁴ Résultat d'entrevues menées par nos soins lors de voyages à La Havane et Santiago de Cuba en 2008, 2009 et 2011. Les personnes interrogées (27 au total) m'ont livré leur(s) sentiment(s) concernant la Révolution (réussites, problèmes), sur son intégration aux organisations mondiales ou son « isolement », mais également leur ressenti quant à l'image de l'Île diffusée dans le monde occidental. Elles ont souhaité rester anonymes ; seules 4 d'entre elles ont accepté de répondre par écrit, les autres ont préféré que nos

entretiens demeurent « informels ». Il s'agissait de 3 chauffeurs de taxi, 2 bibliothécaires, 3 retraités, 1 « cuentapropista », 2 employés de musées, 4 employés de bars/restaurants/hôtels, 6 professeurs de l'enseignement supérieur, 1 employé du Ministère de la culture, et 5 étudiants.

⁵ Cf. supra.

⁶ Parti Communiste Cubain.

⁷ Disponible sur : <http://www.granma.cubaweb.cu/secciones/ref-fidel/art252.html>.

⁸ Ancien analyste de la CIA, auteur de plusieurs ouvrages sur Cuba.

⁹ Sociologue française longtemps liée au Parti Communiste français.

¹⁰ Voir par exemple : <http://www.legrandsoir.info/Cuba-Qui-est-Raoul-Castro.html>.

Références

- Constitución de la República de Cuba : Tesis y resolución*. 1976. La Havane : Departamento de Orientación Revolucionaria del Comité Central del Partido Comunista de Cuba.
- [s.a. (a)]. 2008. « Amnesty se félicite des libérations annoncées ». *L'Humanité*, 19 février, 19720 : 15.
- [s.a. (b)]. 2008. « Fidel ouvre une nouvelle page ». *L'Humanité*, 20 février, 19721 : 1.
- [s.a. (c)]. 2008. « Castro, 50 ans de solitude ». *Libération*, 20 février, 8333 : 1.
- [s.a. (d)]. 2008. « Un successeur dimanche ». *Libération*, 20 février, 8333 : 2.
- [s.a. (e)]. 2008. « Paris espère qu'il y aura plus de démocratie à Cuba ». *Le Monde*, 20 février, 19619 : 6.
- [s.a. (f)]. 2008. « L'éclipse d'un mythe ». *Le Monde*, 21 février, 19620 : 2.
- Akoun, André et Pierre Ansart. 1999. *Dictionnaire de sociologie*. Paris : Le Robert/Seuil.
- Bourcier, Nicolas et Jean-Michel Caroit. 2008. « Raúl Castro, un pragmatisme face aux défis de la succession ». *Le Monde*, 21 février, 19620:4.
- Caroit, Jean-Michel. 2008. « Une vie entière dans l'ombre du Líder Máximo ». *Le Monde*, 22 février, 19621:4.
- Castro, Fidel et Beatriz Pagés Rebollar. 1991. *Presente y futuro de Cuba*. México : Ediciones Diana.
- Chambraud, Cécile et Philippe Ricard. 2008. « Le retrait de Fidel Castro favorise une relance des relations entre Cuba et l'Union Européenne ». *Le Monde*, 22 février, 19621:5.

- Charon, Jean-Pierre. 2005. *La presse quotidienne*. Paris : La Découverte.
- Delmas, Claude. 2006. *Cuba : de la Révolution à la crise des fusées*. Bruxelles : Éditions Complexe.
- Duraud, Bernard. 2008a. « Le David du Goliath américain ». *L'Humanité*, 20 février, 19721:2.
- . 2008b. « Fidel passe la main ». *L'Humanité*, 20 février, 19721:2.
- . 2008c. « L'après-Fidel a commencé ». *L'Humanité*, 25 février, 19726:16.
- Estrade, Paul. 2007. « Une révolution *sui generis* inscrite à jamais dans l'histoire ». Pp. 7-19 in *La Révolution cubaine : mémoire, identité, écritures*, édité par Sandra Hernández. Nantes : Centre des recherches sur les identités nationales et l'interculturalité.
- Fanucchi, Bruno. 2008. « Un verrou a sauté à Cuba ». *Le Parisien*, 20 février, 19737:9.
- Freund, Andreas. 1991. *Journalisme et mésinformation*. Grenoble : La pensée sauvage.
- Gallo, Denise et Franz Hayt. 2005. *Précis d'histoire du temps présent : 1914-2002*. Bruxelles : De Boeck.
- Gélie, Philippe. 2008. « Washington maintient son embargo contre le goulag tropical ». *Le Figaro*, 20 février, 19768:7.
- Gérard, Thomas. 2008. « Le castrisme, une épopée ». *Libération*, 20 février, 8333:3.
- Hasson, Liliane. 1983. « La Révolution cubaine et la presse française ». Pp. 433-454 in *Cuba et la France/Francia y Cuba : actes du colloque de Bordeaux*, édité par Jean Lamore. Bordeaux : Presses Universitaires de Bordeaux.
- Joffrin, Laurent. 2008. « Œillères ». *Libération*, 20 février, 8333:2.
- Lamore, Jean. 2007 (1^{ère} édition : 1970). *Cuba*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Landal, Eric. 2008a. « Castro, le Líder dépose les armes ». *Libération*, 20 février, 8333:2.
- . 2008b. « Fidel s'en va, la jeunesse de La Havane s'en fout ». *Libération*, 20 février, 8333:8.
- . 2008c. « Raúl Castro, dans la ligne fidèle ». *Libération*, 23 et 24 février, 8336:8.
- . 2008d. « La Havane capitale du système D ». *Libération*, 25 février 2008, 8337:8.
- . 2008e. « Raúl Castro, le mécanicien de l'ombre aux manettes ». *Libération*, 26 février, 8338:10.
- Michel, Franck. 1998. « Le tourisme international : une bouée de sauvetage pour Cuba ? ». Pp. 251-288 in *Tourismes, touristes et sociétés*, édité par Michel Franck. Paris : LHarmattan.
- Monin, Claire. 2008a. « Un Castro remplace l'autre ». *Le Parisien*, 25 février,

- 19741:8.
- . 2008b. « Les Cubains sceptiques sur Raúl ». *Le Parisien*, 26 février, 19742:10.
- Owono, Joseph. 2010. *Droits constitutionnels et institutions politiques du monde contemporain : étude comparative*. Paris : L'Harmattan.
- Rousselin, Pierre. 2008. « Le crépuscule de Fidel Castro ». *Le Figaro*, 20 février, 19768:15.
- Paranagua, Paulo A. 2008a. « Fidel Castro annonce son retrait définitif du pouvoir à Cuba ». *Le Monde*, 20 février, 19619:6.
- . 2008b. « Les Cubains entre scepticisme et espoir sur l'après-Fidel ». *Le Monde*, 21 février, 19620:4.
- . 2008c. « Raúl Castro succède à Fidel, entouré de la « vieille garde » ». *Le Monde*, 22 février, 19621:4.
- Tardrew, Catherine. 2008. « Les adieux de Fidel Castro ». *Le Parisien*, 20 février, 19737:9.
- Terramorsi, Bernard. 1997. « Alguien que anda por ahí : le spectre de la Révolution en marche ». Pp. 153-164 in *América : le fantastique argentin*, Numéro 17, édité par le Centre de recherches interuniversitaire sur les champs culturels en Amérique latine. Paris : Presses de la Sorbonne Nouvelle.
- Valencia Fuentes Mwelu, Antonio. 2009. *Cinco luces en el firmamento*. Madrid : Editorial Visión Libros.